

Pouvoir d'emprunt—Loi

la vérité aux Canadiens, et c'est de celà que nous l'accusons ici, à la Chambre des communes, comme il se doit.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): Monsieur le Président, regardez ce qu'ils ont dit à propos du programme de garderies. Le premier ministre et son leader parlementaire ont présenté le programme à la Chambre des communes au milieu de l'été, le 14 ou le 16 juillet si je me souviens bien. Les députés n'ont pas eu l'occasion d'en discuter à la Chambre avant la fin du mois d'août. Ensuite, le projet de loi a été envoyé au Sénat. Par l'entremise du sénateur MacEachen, le Sénat a fait savoir au premier ministre que s'il était disposé à attendre encore trois heures—et le Sénat n'avait pu étudier le programme qu'un ou deux jours—les sénateurs l'adopteraient. Le premier ministre n'a pas attendu. Il a préféré déclencher des élections. Franchement, comme je l'ai dit pendant la campagne électorale, il devait assister à un mariage à Montréal et il ne voulait pas rater l'événement.

Cela ne l'a pas empêché de proclamer dans toutes les régions du pays: «C'est une catastrophe pour les travailleuses. C'est une insulte aux familles canadiennes et nous allons de nouveau présenter ce projet de loi à la Chambre et le faire adopter dès que le Parlement sera convoqué après les élections.»

M. Peterson: Tout un mensonge.

M. Turner (Vancouver Quadra): Le 7 octobre 1988, il a même dit au Women's Health Research Foundation of Canada, à Winnipeg, qu'il était très fier du programme de garderies évalué à 6,4 milliards de dollars qu'avait conçu son gouvernement. Il a déclaré: «Nous allons de nouveau présenter le programme de garderies à la Chambre et nous lui ferons parcourir toutes les étapes jusqu'à la sanction royale au cours de la première session de la législature. Grâce à ce programme, nous ajouterons au moins 200 000 nouvelles places subventionnées dans les garderies, ce qui fait que nous en doublerons le nombre.»

Le programme de garderies que nous avait promis le gouvernement est supprimé avant même d'avoir existé—cela représente une réduction de 4 milliards de dollars répartie sur les sept prochaines années. Le gouvernement et le premier ministre avaient affirmé qu'il y aurait plus de places dans les garderies. Au contraire, il y en aura moins. Les parents canadiens et, en particulier, les femmes et 200 000 enfants se sont fait avoir, victimes d'une offensive de la droite conservatrice.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): Le premier ministre et son gouvernement n'ont pas dit la vérité aux Canadiens. Écoutons ce que le premier ministre a dit pendant la campagne électorale au sujet du développement régional. Le 13 octobre 1988, devant la Chambre de commerce de Saint-Jean, Nouveau-Brunswick, il a déclaré que, sous les Conservateurs, «il n'y aurait plus un Canada qui

prospère au centre tandis que les régions ne reçoivent pas leur juste part de développement économique». N'empêche que le gouvernement continue de faire des coupes sombres dans le développement régional. L'engagement qu'il a pris pendant la campagne électorale de protéger le développement régional, c'était de la frime. Nous avons prédit que, au cours des négociations relatives à la définition d'une subvention, les Américains invoqueraient les dispositions de l'accord commercial en matière d'égalité de traitement et des règles du jeu égales pour attaquer nos programmes de développement régional. Mais le gouvernement a cédé devant les Américains avant même que ne commencent les négociations. Le programme secret de l'accord commercial prévoit que le Canada acceptera la définition américaine d'une subvention. Une fois de plus, le gouvernement s'est dégonflé.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): Pendant le débat télévisé, le premier ministre a déclaré que l'éducation comptait parmi ses priorités, c'est le mot qu'il a employé. Il a parlé, et je le cite, de «notre engagement renouvelé en matière d'éducation». Pendant la campagne, il a déclaré que notre système de soins de santé ne serait pas affaibli par l'accord commercial. Et pourtant, les transferts aux provinces au titre de l'assurance-maladie et de l'éducation seront brutalement amputés de 4 milliards de dollars sur six ans.

Comment s'étonner qu'aucun des premiers ministres provinciaux n'ait osé donné son appui à ce budget? Comment s'étonner qu'ils reprochent au premier ministre de se décharger de ses problèmes sur les provinces?

Pendant la campagne électorale, les conservateurs ont assuré aux agriculteurs qu'un gouvernement conservateur ne leur ferait pas faux bond, car il avait placé l'agriculture en tête de son programme.

Des voix: Oh, oh!

M. Turner (Vancouver Quadra): Mais tous les programmes agricoles ont été sabrés, qu'il s'agisse d'assurance-récolte, de remise en état des embranchements ou de prêts par l'entremise de la Société du crédit agricole. L'entreprise agricole familiale est en voie de disparition à cause d'un gouvernement qui a prétendu vouloir la défendre.

Pendant des années, les conservateurs, à commencer par le vice-premier ministre, qui était alors le critique des conservateurs en matière de transport, ont parlé de leur ferme intention d'améliorer les chemins de fer et le service de trains de voyageurs. Il y a quelques semaines à peine, le premier ministre a déclaré aux Canadiens que, s'ils voulaient conserver VIA Rail, ils devraient l'utiliser, sans quoi ils le perdraient. Ce sont ses paroles, mais les Canadiens n'auront même pas l'occasion de faire ce choix. Les réductions prévues dans les subventions de VIA Rail signifient le commencement de la fin pour le service de trains de voyageurs au Canada. VIA Rail est en